

# Politiques publiques et crise de l'emploi au Cameroun

.....

**Michel NTI MBALLA<sup>1</sup>**

Université de Yaoundé 1/Cameroun

mimballa@yahoo.fr

**Abstract :** *In Cameroon, shortage of jobs is measured through the classified change of our educative system products into leaders of non-formal sectors of activities. Such a society phenomenon is link to petrol and financial crisis in (1971-1990) the decrease of our school system. The undergrowths of such crisis are various: namely, an allergy to hard work and the love of easy success, the creation of corrupted chanters. In this context, young Cameroonians became a pray to all criminal demands such as robbing, occultism, luxury, alcoholism, hard drugs consumption and sexual even more propension to all kinds of immorality, etc. Therefore, this problem of job crisis of our graduates shall be solved if only an efficient and joined of public powers, teachers, parents and youth is urgently made.*

**Key words :** cheese, shortage of jobs, training, unemployment, public policy, reform, educative system.

## INTRODUCTION

**L**e concept de « politique publique » a vu le jour aux États-Unis en 1920. Dès 1950, il connaît son émergence. Voilà pourquoi on parlera de « Public Policy » dans le monde Anglo-saxon. Selon le Dictionnaire des politiques publiques, publié aux Presses des Sciences politiques, « une politique publique est un phénomène social et politique spécifique, empiriquement fondé et analytiquement construit, c'est-à-dire ni plus ni moins qu'un construit social produit d'une histoire spécifique ». À la réalité, la politique publique est une science de l'État en action. Les auteurs tels qu'Yves Meny et Jean-Claude Thoenig considèrent la politique publique comme la

---

<sup>1</sup> Michel NTI MBALLA est un ancien normalien titulaire d'un doctorat Ph.D en philosophie morale et politique de l'Université de Yaoundé I (Cameroun). Il poursuit des recherches en éthique et en environnement. Publications : *Crise contemporaine des valeurs et régulation éthico-axiologique dans la pensée de Paul Valadier* (2016), *Le Cri de l'altérité, Essai sur le fondement éthique à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle* (2017), *L'Afrique noire à la traîne de la trajectoire de l'émergence* (2019).

forme d'un programme gouvernemental dans un secteur social ou dans un espace géographique donné. Au regard de cette définition, nous notons que la politique publique se caractérise par une double fonctionnalité : la fonctionnalité pour remédier et la fonctionnalité pour favoriser. De plus, elle est adoptée avec l'aide des pouvoirs publics, des autorités scolaires et académiques, des parents et des apprenants. S'agissant du concept de « formation », il renvoie à un ensemble de mesures et d'enseignements adaptés en vue du perfectionnement intellectuel et professionnel des apprenants. Sur ce plan, elle vise à enseigner aux apprenants les connaissances et les compétences nécessaires à l'exécution d'un travail, d'une fonction bien définie et rémunérée. Au regard de cette définition, la formation apparaît comme la condition nécessaire et première pour avoir accès à un emploi. En ce sens, elle est expressive de la formule : un étudiant, un emploi. En nous référant à l'environnement socio-économique du Cameroun, marqué par un taux élevé de chômage des jeunes, il est malheureux de constater que la problématique de l'inadéquation formation-emploi se pose avec acuité. Il s'agit en réalité de l'inemployabilité des jeunes camerounais formés dans les universités d'État, dans les grandes écoles professionnelles et même à l'étranger. Ce phénomène se traduit dans les faits par la crise de l'emploi ou encore la crise de la profession/du travail. Cette crise de l'emploi constitue une attaque de l'humanité de l'homme, car le travail est la première modalité de notre humaine condition. L'ampleur et la gravité de ce phénomène nous amènent à nous interroger sur la ou les stratégies efficaces et efficientes pour remédier à l'inemployabilité des produits humains issus de notre système éducatif. En clair, quelle est la stratégie appropriée et indiquée pour assurer en permanence l'adéquation formation-emploi au Cameroun ? Mieux quelle est la panacée que doivent adopter les pouvoirs publics afin que la formation reçue dans les universités d'État, dans les grandes écoles professionnelles et à l'étranger puisse donner droit à un emploi décent à chaque jeune camerounais selon son profil scolaire/académique ? Pour répondre à toutes ces inquiétudes lancinantes, nous nous proposons d'articuler notre propos sur deux volets. Le premier volet porte sur la présentation et l'analyse des manifestations, des causes et des implications de la crise de l'emploi au Cameroun. Quant au second volet, il s'articule sur la proposition des stratégies visant à remédier à l'inadéquation entre la formation reçue et l'emploi garant de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes diplômés camerounais.

## **1. Manifestations, causes et implications de la crise de l'emploi au Cameroun**

### **1.1. Les manifestations du phénomène d'inadéquation formation-emploi**

Dans l'environnement socio-économique camerounais, la crise de l'emploi se manifeste par la conversion catégorielle

des diplômés de l'Enseignement Supérieur en acteurs du secteur informel. C'est dire que les diplômés des Universités d'État, ceux sortis des grandes écoles et des universités étrangères exercent des métiers tels la conduite des taxis et des motos dans toutes les villes du Cameroun. La plupart d'entre eux deviennent, qui des vendeurs à la sauvette, des apprentis maçons /menuisiers et des teneurs des secrétariats informatiques. Des ingénieurs, toutes filières confondues, sous la forte pression du chômage, se convertissent en enseignants dans les établissements publics et privés. Nous n'oublions pas une autre catégorie des diplômés de l'Enseignement Supérieur, c'est celle-là même qui est réservée à des Agents de certaines structures sociales et des Ministères de la République. Il nous est fastidieux de passer en revue tous les cas qui témoignent de la crise de l'emploi dans le marché du travail au Cameroun. C'est un phénomène qui touche profondément la jeunesse camerounaise, l'élévation du taux de chômage de nos diplômés chaque année en est un indicateur et une preuve palpable. Toutefois, il importe de souligner que nous ne sommes pas là pour manifester du mépris à l'égard des petits métiers exercés par notre jeunesse inemployable. Nous savons sans conteste qu'ils constituent un levier de développement dans chaque nation. Ne dit-on pas souvent « qu'il n'y a pas de sots métiers, il n'y a que de sottes gens ». Au contraire, nous voulons décrier sans complaisance aucune, le fait que les produits de notre système éducatif ne soient pas mis à profit dans leurs domaines de compétence. Nous ne saurions donner tort aux Anglo-saxons qui pensent que « *The right man on the right place* ». En fait, il s'agit de dénoncer un mal qui sévit dans notre société avec une extrême rigueur, et qui nécessite au jour d'aujourd'hui l'urgence d'une stratégie du remédiable. Le droit à un emploi décent fait partie de la Charte des Droits humains.

Pour pouvoir atténuer le mal prédominant du chômage de notre jeunesse en ce début du millénaire, il va falloir diagnostiquer ses causes qui nous permettront d'adopter la ou les stratégies y afférentes pour le résorber.

### **1.2. Les causes de l'inemployabilité de la jeunesse camerounaise**

L'inemployabilité des diplômés issus du système éducatif Camerounais s'explique par un certain nombre de phénomènes qui ont libre cours dans notre environnement sociétal. Il faudra remonter aux années 71 et 90, lesquelles sont marquées par les crises pétrolière et économique sans précédent. Ces deux crises ont une incidence particulière sur la vie politico-économique du pays. C'est sous leur pression que l'État se verra obligé de réduire son train de vie (la limitation des dépenses publiques, la réduction des effectifs à la Fonction Publique par la suspension de certains concours et de la prise en solde des jeunes sortis des écoles de formation, la baisse des salaires des Agents de l'État, etc.). Par ailleurs, il faudra noter

l'irrépressible boom démocratique, la population a augmenté de façon galopante au cours des dernières décennies. Ce qui fait que lors des recrutements à la Fonction Publique, le nombre de places à pourvoir est nettement très insignifiant par rapport au nombre de postulants. À cela s'ajoutent aussi la logique des réseaux et de cooptation/parrainage : une hypothèque redoutable pour accéder à l'emploi ; et la faillite des approches pédagogiques adoptées / applicables et connexes. Face à ces différentes situations, combien de fois complexes et compliquées, l'État se désengage de ses missions régaliennes. Autrement dit, c'est la fin de l'État providentiel ou du paternalisme étatique.

De plus, il importe de noter que le système éducatif camerounais est au rabais. Il est à la recherche sans cesse d'une approche pédagogique compétente et efficace parmi des approches qui viennent d'ailleurs et qui ne cadrent pas avec son contexte éducatif. Il se caractérise fondamentalement par l'obligation de résultats et la course aux diplômes (mythe du diplôme). Voilà pourquoi la nouvelle donne pédagogique « Promotion collective ou Promotion de l'ignorance » est prisée aujourd'hui dans notre communauté éducative. Cette faillite de notre système éducatif issue de la pédagogie de la promotion collective, nous amène à penser avec nostalgie à la pédagogie classique qui est selon O. Reboul (1971, p.76), « *une revendication de certaines valeurs intellectuelles, esthétiques, morales, sans lesquelles il n'y a plus d'éducation* ». Somme toute, la nouvelle pédagogie ne permet pas à nos apprenants d'être compétitifs sur le marché du travail aussi bien au niveau national qu'au niveau international.

Enfin, la mauvaise orientation des apprenants, les écoles des privilégiés et de prestige ont une influence prépondérante/ obsessionnelle sur l'orientation scolaire et estudiantine des jeunes. Tous nos jeunes scolaires et universitaires rêvent seulement entrer soit à l'EMIA (École Militaire Inter-Arme), soit à l'ENAM (École Nationale d'Administration et de Magistrature), soit à l'École de Police, soit à la Faculté Biomédicale ou à l'IRIC (Institut de Relations Internationales du Cameroun). Cependant, toutes ces écoles ne peuvent pas accueillir tous les postulants pour défaut d'adéquation entre le profil académique, la compétence intellectuelle et la formation reçue. À cela s'ajoute aussi la pratique de l'injustice sociale dans les recrutements et dans le marché de l'emploi. Il s'agit là, d'après Maurice Blanchot d'une sorte « d'imbroglia tragique d'autrui et des autres ». Après avoir passé en revue les différentes causes de l'employabilité de la jeunesse, quelles peuvent être les implications d'un tel phénomène ?

## **2. Les implications de la crise de l'emploi au Cameroun**

### **2.1. *Un environnement social marqué***

Comme tout phénomène social, la crise de l'emploi a des implications graves sur l'environnement sociétal du Cameroun. L'inemployabilité des jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur a créé des réseaux de corruption tant dans l'administration que dans les structures éducatives et socioprofessionnelles. Signalons que cette dernière n'ayant plus confiance en elle-même, s'est manifestement soustraite au culte de l'effort et de l'excellence pour une propension à la réussite facile. L'entrée dans les écoles de formation ou le recrutement dans les structures publiques et parapubliques ne sont plus conditionnés par le couronnement des efforts et des sacrifices des candidats, mais par les pratiques maffieuses des vendeurs d'illusion et des imposteurs. C'est pourquoi ils vous diront que pour être admis à l'ENAM, il faut déboursier par exemple trois millions et un million cinq cents mille francs CFA pour l'admission à l'École Normale Supérieure. À défaut de cela, il faut être copté, parrainé, ou bien être issu des familles privilégiées et des réseaux mystico-religieux dont les critères d'adhésion sont plus ou moins clairement définis. À la réalité, l'accès à un emploi décent dans notre contexte obéit à une logique clientéliste et fétiche. Dans ce genre de situation où l'excellence ne constitue plus le critère de sélection et de réussite sociale, l'insertion dans le monde socioprofessionnel devient une véritable gageure.

De plus, là où il y a crise de l'emploi, la jeunesse est en proie au grand banditisme, à la criminalité, à la jouissance débridée, à l'adhésion à des sectes ésotériques/pathologiques, à la consommation de la drogue et de l'alcool. Telle est la situation malheureuse et désespérante dans laquelle se trouvent aujourd'hui la plupart des jeunes chômeurs camerounais. Elle est semblable à une bête de scène des mélodies qui frisent l'obscénité et l'immoralité la plus osée (coller la petite, ou encore ça sort comme ça sort !). Il s'agit là de l'atteinte à la moralité publique et à l'éthique républicaine se traduisant par un incivisme cynique et audacieux.

Enfin, la dernière implication qui nous semble la plus redoutable et redoutée, c'est la fuite des cerveaux. Nos diplômés qui n'arrivent pas à s'insérer dans le monde socioprofessionnel, préfèrent sortir du pays pour aller chercher leur bonheur ailleurs. Il y a là une perte en ressources humaines qualifiées et en dépenses. Avec qui devons-nous donc préparer l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035 ? Quand on sait qu'aucun projet de société ne saurait être réalisable sans élite intellectuelle qualifiée et compétente. Cette interrogation nous interpelle à plus d'un titre afin que nous puissions réfléchir sur les stratégies qui peuvent atténuer le phénomène d'inadéquation formation-emploi dans notre contexte actuel.

## **2.2. Stratégies pour remédier au chômage de la jeunesse camerounaise**

L'intervention efficace de l'État

En matière de politique publique, l'État est la première personne morale la plus indiquée en tant qu'il est pourvoyeur des richesses, des services et de l'emploi. En ce sens, la résorption de la crise de l'emploi, mieux du chômage des jeunes requiert une intervention efficace et efficiente de sa part. Au jour d'aujourd'hui, l'État camerounais a mis en place un certain nombre de palliatifs et d'expédients pour atténuer le phénomène d'inadéquation formation-emploi. Il s'agit du MINJEUN (Ministère de la jeunesse), du MINEFOP (Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle), du FNE (Fonds National de l'Emploi), du PAJER-U (Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine), du PIAASI (Projet/Programme Intégré d'Appui aux acteurs du Secteur Informel) et des JUPE (Journées Universitaires de la Professionnalisation et de la création des Entreprises). Ces structures ont pour fonction l'accompagnement des jeunes diplômés « inemployables » afin qu'ils puissent s'auto-employer tout en créant des tissus industriels. Par ailleurs, l'État camerounais recrute de temps en temps les jeunes diplômés au chômage, le dernier recrutement en date est celui de vingt cinq mille jeunes à la Fonction Publique en 2011. Une autre action et non des moindres de l'État camerounais visant à résorber le chômage de la jeunesse camerounaise, est la réhabilitation des Centres de Participation au Développement. Dans ces centres, la jeunesse rurale désœuvrée apprend des métiers usuels tels que l'élevage, l'agriculture, la pisciculture, etc. L'apprentissage de ces différentes professions permet à la jeunesse rurale de s'auto-employer elle-même. Enfin, il y a l'ouverture des lycées à vocation essentiellement agricole. Cependant, toutes ces initiatives gouvernementales ne sont appliquées selon l'esprit de la lettre. Il y a toujours des déviations, des goulets d'étranglement et une gestion hétérodoxe des structures en charge d'encadrer les jeunes chômeurs. Les responsables en charge de ces structures devraient les gérer en tenant compte de la gravité et de l'ampleur de la crise de l'emploi au Cameroun.

Bien plus, il revient aux pouvoirs publics de créer des emplois dans le secteur de l'industrie, ce qui nécessite bien entendu un développement numérique et exponentiel de notre tissu industriel. En outre, il est du ressort de l'État camerounais de réduire sa démocratie bourgeoise qui tend non seulement à conserver / monopoliser les postes à pourvoir, mais aussi à entretenir la logique de fracture/reproduction sociale. Cette note de lecture de Jean-Marc Ferry (2000, pp .50-51.), est fort significative dans ce sens :

L'État doit cesser d'accroître sa bureaucratie ; il doit, lui aussi, « dégraisser », moins ouvertement certes que les entreprises privées,

en comptant donc plutôt sur les départs à la retraite, et réduire ses dépenses, alléger ses prélèvements obligatoires, développer les filières de formation professionnelle relativement courtes et opérationnelles, mieux adapter structurellement les ressources aux besoins de main-d'œuvre ou d'emploi ...

À la vérité, il y a urgence de créer et de promouvoir les filières professionnalisées donnant lieu à une spécialisation technique de l'école, doublée d'un abandon de la formation intellectuelle axée sur une approche fondamentalement « généraliste ». Enfin, il faut une dépolitisation de la formule de recrutement des jeunes camerounais dans les écoles de formation et à la Fonction Publique. En ce sens, il faut faire valoir les seuls critères d'excellence et de mérite. Un tel travail ne pourra être effectif que s'il y a une réforme intégrale/systématique de notre système éducatif et la pratique de la justice sociale.

#### La réforme du système éducatif camerounais

La faillite de l'enseignement n'est un secret pour personne : ni pour les enseignants, bien entendu, qui constatent chaque jour l'état de délabrement intellectuel de leurs élèves, leur incapacité à réfléchir, leur totale allergie aux activités de l'esprit, leur analphabétisme profond ; ni pour les parents, régulièrement stupéfaits de constater que leurs enfants, même en terminale, savent à peine lire et écrire ; ni pour les élèves, qui s'ennuient à longueur des cours, bafouillent quelques monosyllabes quand on les interroge, puis retombent en léthargie, ne se réveillant que pour courir au troquet ou vers leur moto, déclare M.T.Maschino (1984, p.9.)

Cette situation pédagogique que décrit le philosophe Maschino, et caractéristique de sa société est presque similaire à celle que nous vivons au jour d'aujourd'hui dans la société camerounaise. Celle-ci nous invite impérativement à procéder à la réforme de notre système éducatif. Qu'entendons-nous d'abord par les expressions « réforme » et « système éducatif » ? La « réforme » peut se définir comme une amélioration, mieux un réajustement optimal visant s du contexte sociétal dont elle est issue. En tant que telle, elle est une dynamique qui met la structure ou l'institution à l'abri de la routine et à la faillite. Bref, il s'agit d'une remise en cause innovante ou créatrice. Quant au « système éducatif », il est un mode d'organisation issu d'un ensemble d'institutions et structures éducatives mises en place par l'État pour assurer et garantir l'éducation des enfants des cycles primaire, secondaire et supérieur en vue de leur insertion socioprofessionnelle. En clair, le système éducatif constitue un moule dans lequel les individus reçoivent leur formation cognitive, morale et professionnelle en fonction des besoins de leur société. A l'analyse, le métier d'enseignant est devenu au jour d'aujourd'hui le refuge de tous ceux qui n'ont pas pu trouver mieux ailleurs, et qui s'obstinent à vouloir, à tout prix s'immatriculer à la Fonction Publique camerounaise.

Ceux-là qui réussissent cet exploit, brillent par la non-maîtrise des approches pédagogiques et la non-prise au sérieux de leur profession. Dans son ouvrage *Vernunftigeund Christliche Gedanken von Verbesserungdes Schulwesens* (*Pensée rationnelle et chrétienne pour l'amélioration du système scolaire*), G. Engelhard (1753, pp.3-4), juge les maîtres de son époque en montrant que. « *Les maîtres ne savent pas enseigner : véritables dresseurs de perroquets, ils font apprendre aux enfants des choses que ceux-ci ne comprennent pas, ils ne savent pas interroger, parlent seuls et dictent tout le temps* ». En dehors de ce manque de professionnalisme de la plupart des enseignants, il faudra aussi ajouter l'insouciance de certains élèves et parents. Ce sont ces manquements qui exigent de nos jours que notre système éducatif soit réformé. De toutes les manières, la réforme du système éducatif camerounais doit commencer par une prise au sérieux de notre école. L'école camerounaise ne bénéficie pas de considération au jour d'aujourd'hui au moment où les considérations matérielles tendent à prendre le dessus sur le savoir. Autrement dit, l'école est victime d'une campagne de dénigrement/dévaluation pour les simples raisons qu'elle forme le plus grand nombre de chômeurs. De plus, elle ne garantit plus des emplois décents et rémunérateurs. C'est ce qui explique actuellement la démotivation et le désintéressement que la jeunesse et les parents affichent à l'égard de la chose éducative. C'est pourquoi Alain Laurent (1985, p.148) se pose cette question lancinante par rapport à l'attitude que doivent adopter les enseignants pour former les apprenants à certaines valeurs référentielles :

Comment veut-on qu'ils (les enseignants) fassent pour inculquer aux jeunes le goût du travail, le sens de l'effort, le culte de la vérité, quand l'évolution des mœurs, la croissance de l'individualisme, l'éloge de l'argent facile, le refus de la discussion caractérise notre société ?

Il s'agit là d'une inquiétude qui interpelle les pouvoirs publics, les partenaires éducatifs, les enseignants, les apprenants et parents par rapport à l'acquisition des valeurs ultimes qui doivent sous-tendre tout système éducatif. À notre sens, l'école est ce qu'une armée est pour une nation, le Président Nelson Mandela de regretté mémoire, estimait d'ailleurs que « l'école est une force pour transformer le monde ». En tant que telle, l'image de chaque nation est le reflet de son système éducatif. Les grandes civilisations ont eu leur réputation grâce au concours de leur intelligentsia. C'est pourquoi il est temps que l'école au Cameroun retrouve ses lettres de noblesse. Nous venons de reconnaître que le système éducatif de notre pays est au rabais, ce qui revient à dire qu'il doit passer au scanner afin qu'il soit performant, efficace et compétent à partir des référentiels bien définis. Pour ce faire, il va falloir revisiter et renforcer les programmes scolaire et universitaire, les approches pédagogiques, la formation des éducateurs de notre système éducatif. Il s'agit là d'une programmation devant guider la réforme de l'école dans notre société. C'est à ce titre qu'Essomba Fouda (2012, p.17) affirme :

(...) la réforme ne peut être tenue pour un accident, ou encore moins vécue comme une fatalité. Elle participe de l'être même de cette institution, d'autant que ce n'est pas artificiellement que lui serait accolé l'attribut d'organisme vivant. Et si telle est plutôt son essence, la caractéristique de tout vivant c'est en effet le mouvement d'incessants renouvellements, la dynamique interne qui lui permet d'échapper à l'inertie, à la mort.

S'agissant des programmes scolaire et universitaire, il est temps qu'on cesse de les calquer sur le modèle occidental. Nos programmes scolaire et universitaire doivent désormais être conçus en fonction de notre réalité, de notre contexte et de nos objectifs programmés. Dans préface de *Réforme, emploi et développement dans les systèmes éducatifs d'Afrique noire* d'Essomba Fouda, H. Mono Ndjana (2012, p. 9) déclare que :

Le sérieux en cette matière consiste dans l'application de pédagogies conformes aux réalités du milieu et du moment, précisément pour leur efficience, et non dans un mimétisme aveugle par rapport aux pédagogies en vogue sous des cieux qui n'ont rien de comparables avec nos tristes tropiques.

Au demeurant, un réajustement de la formation de la jeunesse camerounaise s'impose en fonction des exigences du marché du travail, de l'offre réelle de l'emploi et de la conjoncture nationale et internationale. Au total, l'heure est à la formation professionnalisée/professionnalisante et à la compétitivité/efficacités. En ce sens, il n'est plus question de faire usage des slogans faciles pour plaire à la Communauté éducative, c'est par là même que l'école camerounaise cessera de former les chômeurs. Autrement dit, la professionnalisation des enseignements doit être effective et pratique dans les institutions scolaires et universitaires. Pour ce faire, elle doit être implémentée et guidée par la politique publique. Bien avant cela, il importe de créer d'abord des institutions en charge de la formation de ceux-là mêmes qui doivent promouvoir la professionnalisation des enseignements. C'est-à-dire les amateurs de ladite professionnalisation C'est pour cela que E. Kant (1967, p.18.) parlant de la professionnalisation des enseignements à son époque, estimait que : « *Elle consistait dans la fondation d'un Institut destiné en partie à former des maîtres en les dirigeant selon des méthodes inspirées de Rousseau. Cet Institut fut fondé –en dépit de grave difficultés financières–* ». Pour éviter que la formation à la professionnalisation des enseignements ne soit pas vaine, machinale et irréaliste, elle devrait s'accompagner de l'étude pratique/effective des arts et des métiers usuels.

Quant aux approches pédagogiques, la crise de l'emploi au Cameroun est une preuve convaincante que les multiples approches pédagogiques proposées (taxinomie de Bloom, pédagogie par objectif, Approches pédagogiques par Compétences et la professionnalisation des enseignements) à notre système éducatif, sont toutes défailtantes ou révolues. D'ailleurs, elles sont connexes à l'hégémonie de la

technoscience et au paradigme éducatif occidental. Il nous faut donc une action pensée et concertée d'une pédagogie appropriée de notre système éducatif.

Enfin, il est impérieux aujourd'hui de revenir sur la formation de ceux-là mêmes qui tiennent notre système éducatif, pour autant que la plupart d'entre-deux ne sont que des carriéristes ou des apprentis pédagogues. Ce sont ceux-là mêmes qui n'ont pas pu trouver mieux ailleurs, et se retrouvent dans l'enseignement malgré eux. Il s'agit des Enseignants qui doivent être des éducateurs éduqués selon l'expression chère au philosophe allemand Nietzsche. Étant entendu que le système éducatif camerounais est défaillant, il nous faut des éducateurs bien formés, qualifiés et chevronnés, c'est-à-dire des chevaliers du savoir ou des professionnels de la pédagogie. Voilà pourquoi Nietzsche (1985, §5, p.128.) parlant de la réforme du système éducatif de l'Allemagne à son époque, estime que :

- pour ce but il faille des éducateurs-et non des professeurs de lycée et des savants d'université- c'est cela qu'on a oublié (...), il faudrait des éducateurs éduqués eux-mêmes, des esprits supérieurs et nobles qui s'affirment à chaque moment, par la parole et par le silence, des êtres d'une culture mûre et adoucie, - et non des butoirs savants que le lycée et l'université offrent aujourd'hui comme « nourrices supérieures.

Cependant, force est de reconnaître que l'État, la jeunesse et les parents sont partie prenante dans la recherche des stratégies visant à atténuer la crise de l'emploi au Cameroun.

### ***2.3. La prise de conscience de la jeunesse et des parents***

La crise de l'emploi est un phénomène qui a toujours marqué les époques et presque tous les pays du monde entier. Jusqu'à ce jour, ce mal n'a jamais été éradiqué totalement dans aucune nation quelque soit la politique publique mise en place. De ce fait, la jeunesse de notre pays et les parents ont un grand intérêt à comprendre que l'État ne pourra pas trouver de l'emploi à tous les jeunes au regard de l'accroissement exponentiel de la population camerounaise. Ce fait en appelle à une prise de conscience de la jeunesse et des parents. Celle-ci devrait se manifester par une revalorisation/reconsidération de la chose école. En conséquence, ils doivent être animés par le souci d'une formation de qualité, couplée au culte du mérite et de l'excellence pour autant que la mondialisation actuelle soit fondamentalement régie par la logique de la compétitivité et de la compétence. À ce titre, la jeunesse camerounaise doit faire preuve d'un esprit de créativité, d'inventivité et d'entrepreneuriat pour s'investir dans l'« auto-emploi ». À tout le moins, le fonctionnariat n'est plus le seul moyen efficace pour venir à bout du chômage des jeunes au Cameroun et même dans le monde entier. Quant aux

parents, ils doivent comprendre que le temps d'orienter les enfants dans les filières à vocation bureaucratique est révolu. Il est urgent de changer de perspective de regard, le glas a sonné pour des formations professionnalisantes. Car, c'est par elles que le Cameroun pourra réaliser son ambition rêvée : celle de se hisser sur le piédestal des pays émergents de la planète à l'horizon 2035, et par ricochet, promouvoir la politique de l'emploi décent dans le marché du travail.

## CONCLUSION

La détermination d'une politique publique pouvant atténuer le chômage de la jeunesse camerounaise ne relève pas de la seule compétence des pouvoirs publics. Il y va sans doute de l'intervention des différentes composantes de ce qu'il convient d'appeler la communauté politique à savoir les autorités académique et scolaire, l'école, les partenaires éducatifs, la jeunesse et les parents. Sur ce, une synergie réelle et effective doit exister entre l'État et ces composantes sus-citées. Aujourd'hui, l'État n'arrive plus à assumer ses fonctions régaliennes parce que débordé par de multiples crises et des phénomènes sociétaux des temps modernes. En ce sens, la jeunesse, les parents, les partenaires éducatifs et académiques sont interpellés à collaborer avec les pouvoirs publics afin de trouver une stratégie garante de l'adéquation formation-emploi des jeunes au Cameroun. C'est par le truchement de ladite stratégie que notre pays peut véritablement pallier à la crise de l'emploi. Somme toute, il requiert de l'État la formation des jeunes à l'excellence et à la compétence, la pratique de la justice sociale lors des recrutements dans le marché du travail et la promotion d'une politique d'industrialisation.

## BIBLIOGRAPHIE

- ◆ LAURENT Alain, 1985, *De l'individualisme, Enquête sur le retour de l'individu*, Paris, PUF.
- ◆ KANT Emmanuel, 1967, *Réflexions sur l'éducation*, Paris, Librairie Philosophique J. VRIN.
- ◆ ESSOMBA FOU DA, 2012, *Réforme, emploi, et développement dans les systèmes éducatifs d'Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.
- ◆ NIETZSCHE Friedrich, 1985, *Crépuscule des idoles*, suivi de *Le cas Wagner*, Paris, Flammarion.
- ◆ ENGELHARD H.G, 1753, *Vernunftige und Christliche Gedanken von Verbesserung des Schulwesens*, Marburg.
- ◆ ROUSSEAU Jean-Jacques, 1966, *Émile ou de l'éducation*, Paris, Garnier/Flammarion.
- ◆ FERRY Jean-Marc, 2000, *La question de l'État Européen*, Paris, Éditions Gallimard.
- ◆ Maurice T. MASCHINO Maurice T, 1984, *Voulez-vous vraiment des enfants idiots ?* Paris, Hachette.
- ◆ Olivier REBOUL Olivier, 1971, *La philosophie de l'éducation*, Paris, PUF.



*La question du sujet.* Elle embrasse aussi bien l'appartenance géographique du producteur que l'orientation du discours à prétention à la fois philosophique et africaine. Ainsi, aux yeux des certains, d'être d'origine africaine ou de prendre l'Afrique pour thème de traitement philosophique qualifie pour que la production qui en vient soit elle-même qualifiée d'africaine. Or de l'auteur à l'œuvre, l'africanité ne peut être une voie de circulation en ligne droite; elle peut le devenir néanmoins aux yeux de qui adopte une perspective idéologique, c'est-à-dire qui en décide de manière dogmatique, donc à la limite de l'irrationnel. Si peut passer pour africain ou africaniste l'auteur qui se

proclame tel ou qui l'est par d'autres, ne peut être décrétée africaine ou africaniste l'œuvre de philosophie du seul fait de l'inscription géographique de son auteur ou de l'orientation continentale suivie par lui. Ou bien on fait de la philosophie, et cela n'enferme personne dans aucun canon définitif ni dans aucune appartenance par exclusive, ou bien on n'en fait pas, tant la philosophie est un continent éclaté dans l'immense océan du savoir humain.

Lomomba Emongo , « Philosophie, Afrique. Pour une prospective des nouveaux possibles », in Ernest-Marie Mbonda (Ed), *La philosophie africaine, hier et aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 2013, pp. 163-164.

”